Chroniques

Since 2019, Caroline Kleiner authors an annual "chronique" on international banking law and since 2020 an annual "chronique" on international financial law, both published in the *Revue de droit bancaire et financier* (LexisNexis).

For co-authored chronicles, only the topics of my own contributions are listed.

2026

- Chroniques de droit financier international, *RD bancaire et financier* 2026, chron. 3
    a. Compétence administrative internationale de l'AMF : le critère du lieu de cotation de « l'instrument lié » pour prononcer une sanction en cas de manipulation de cours : un *foreign cube action* à la française ?
    b. Compétence administrative internationale de l'AMF : le critère du lieu d'exercice de l'activité pour déterminer les obligations professionnelles
    c. Compétence administrative internationale de l'AMF : le critère de lieu de l'agrément de l'OPCVM
    d. Question de droit applicable : Le titulaire d'ADR peut-il bénéficier de droits préférentiels de souscription ? Non selon la lex societatis

2025

- Chroniques de droit bancaire international, *RD bancaire et financier* 2025, chron. 2
    a. Monnaie et "crypto-monnaie" (abandon par le Salvador de la Ley bitcoin)
    b. Les conséquences civiles de la reconnaissance de culpabilité par BNP Paribas en 2014 pour violation des sanctions américaines visant le Soudan : l'affaire Kashef c/ BNP Paribas aux États-Unis
    c. La compétence des juridictions de New York à l'égard de la Société Générale de Banque au Liban en raison de l'achat par celle-ci des actifs d'une banque libanaise, accusée d'avoir financé le Hezbollah
    d. Loi applicable au devoir de vigilance d'un établissement de paiement : les ingrédients de l'application du droit français à un établissement de paiement établi au Royaume Uni
    e. Loi applicable à l'action en réparation d'un préjudice purement financier : nécessité de localiser la matérialisation du dommage
    f. Compétence judiciaire internationale : retour sur les clauses attributives de juridiction asymétriques

- Chroniques de droit financier international, RD bancaire et financier 2025, chron. 1 (mars-avril 2025) (avec E. Prévost)
    a. Régime des crypto-actifs à l'étranger

i. À quelle date apprécier le montant des dommages dus pour non-remboursement de jetons d'Ether prêtés ? À propos de l'arrêt Southgate v Graham [2024] EWHC 1692 (Ch)

ii. Aux États-Unis, l'impossibilité pour l'OFAC de désigner un DAO comme SDN (Specially Designated National)

iii. Le changement drastique de politique juridique : l'abandon des poursuites par la SEC contre Coinbase

b. Clause hybride et asymétrique de règlement des différents

i. Le nouveau régime des clauses attributives de juridiction asymétriques en droit de l'UE : une validité … sous conditions (CJUE *Società Italiana Lastre SpA (SIL) c/ Agora SARL*, 27 févr. 2025, aff. C-537/23)

ii. Les clauses d'élection de for régies par la Convention de La Haye de 2005 telles qu'interprétées par le juge anglais

2024

- Chroniques de droit bancaire international, *Revue de droit bancaire et financier* 2024, chron. 2
  a. La transposition en droit français de la loi type de la CNUDCI sur les titres transférables électroniques
  b. Un jugement peut-il être rendu en faveur d'une partie ciblée par des mesures restrictives? À propos de l'affaire Mints v PJSC National Bank Trust [2023] EWCA Civ 1132
  c. Le sort des clauses attributives de juridiction dans un contrat de financement conclu avec une partie ciblée par des mesures restrictives individuelles (Barclays Bank PLC v PJSC Sovcombank & Anor [2024] EWHC 1338 (Comm) & Unicredit Bank Gmbh v. RusChemAlliance LLC [2024] UKSC 30
  d. La notion de contrôle et de possession dans les mesures restrictives (Mints v PJSC National Bank Trust [2023] EWCA Civ 1132)
  e. La clause de force majeure insérée dans un contrat autorise-t-elle la partie sous sanction à imposer un paiement en euros au lieu d'un paiement en dollars à son co-contractant, pour éviter l'application des mesures restrictives des États-Unis ? (RTI Ltd v MUR Shipping BV [2024] UKSC 18)
  f. La validité d'une clause « sanction » justifiant le refus de la banque d'exécuter son engagement de payer (CCIP-CA Paris, pôle 5, ch. 16, 16 janv. 2024, n° 22/13458
  g. Les suites de l'affaire Celestia (Celestial Aviation Services Ltd v UniCredit Bank AG (London Branch) [2024] EWCA Civ 628)
  h. Compétence des juridictions françaises pour connaître d'une action intentée par l'affactureur établi en France contre le débiteur contestant les factures cédées (CCIP Paris, 12 avr. 2024, n° 23/10896)

- Chroniques de droit financier international, *Revue de droit bancaire et financier* 2024, chron. 2
  a. Les crypto-actifs – Aspects réglementaires – une approche réglementaire: l'adoption de nouveaux textes
  b. Les crypto-actifs – Aspects réglementaires – Une approche normative par le contentieux ou Crypto-regulation through litigation (SEC v. Ripple Labs (20 Civ. 10832 (AT), (S.D.N.Y. 13 July 2023; SEC v. Terraform Labs Pte. Ltd, 2023 WL 4858299 (S.D.N.Y. 31 July 2023)
  c. Crypto et compétence judiciaire international: Inopposabilité de la clause attributive de juridiction au détenteur de crypto « consommateur » (Cass. Civ. 1re 28 June 2023, n°22-12.424
  d. Crypto et arbitrage international: quelle efficacité de la convention d'arbitrage incorporée dans la convention de compte sur la plateforme Binance ? Ontario Superior Court of Justice, 13 Dec. 2023, Lochan v. Binance Holdings Limited, 2023 ONSC 6714
  e. Compétence administrative internationale – des précisions sur la compétence internationale de l'AMF: Compétence internationale de la Commission des sanctions de l'AMF à l'égard d'une manipulation de cours commise à l'étranger sur des dérivés d'OAT (Paris Court of appeal, Pôle 5, ch. 7, 29 June 2023, RG n° 21/13507)
  f. Exclusion de la compétence internationale du Collège de l'AMF à l'égard de dépôt obligatoire d'OPA d'une société cible située au Luxembourg (Cass. com., 30 August 2023, n° 21-21.850)
  g. Droits fondamentaux : abus de marché et protection des sources journalistiques : épilogue de l'affaire M. A. c. AMF (Paris Court of appeal, 30 MArch 2023, pôle 5 – chambre 7, RG n° 18/28497)
  h. Droit de suspendre la cotation d'un titre par l'opérateur de marché et droit à une procédure équitable des investisseurs : quel équilibre ? (High Court of Justice, 29 Nov. 2023, Elliott Associates L. P et Elliott International L. P v. The London Metal Exchange et LME Clear Limited [2023] EWHC 2969 (Admin)
  i. Le financement international et la protection de l'environnement : Royaume-Uni : quel contrôle des décisions de la Financial Conduct Authority approuvant un prospectus au regard du risque climatique ? (R. on the application of ClientEarth c. Financial Conduct Authority and Ithaca Energy Pl, 13 Dec. 2023 [2023] EWHC 3301 (Admin)
  j. Adoption du règlement sur les obligations vertes européennes (EuGB) (Regulation 2023/2361)
  k. Australie : les suites de l'affaire O'Donnell v. Commonwealth

2023

- Chroniques de droit bancaire international, *Revue de droit bancaire et financier* 2023, chron. 3
  a. La supervision bancaire et la large marge d'appréciation de la BCE (obs. sous Trib. UE, 7 déc. 2022, aff. T-230/20, PNB Banka c/ BCE et BCE c/ Crédit lyonnais (CJUE, 4 mai 2023, aff. C-389/21 P)
  b. Foisonnement de textes pour la gestion de crises bancaires et la garantie des dépôts
  c. To be or not to be a central bank : les difficultés d'être à la fois banque centrale et autorité de résolution (obs. sous CJUE, gde ch., 13 sept. 2022, aff. C-45/21, Banka Slovenije)
  d. Retrait d'un agrément et mise en liquidation d'une banque du point de vue de la CEDH (obs. sous CEDH, 30 août 2022, n° 46564/15, Korporativna Targovska Banka AD c/ Bulgarie)
  e. La résolution de Banco Popular du point de vue de l'arbitre (obs. sous sentence Antonio del Valle Ruiz v. Espagne (UNCITRAL Arbitration, Final Award, PCA Case n° 2019-17, 13 mars 2023)
  f. Monnaie et paiement : du mérite de l'innovation technologique au grand chambardement légistique ?
  g. Mise en œuvre des sanctions financières contre la Russie (obs. sous Celestial Aviation Services Ltd et Constitution Aircraft Leasing (Ireland) Ltd c. UniCredit Bank AG (London Branch) (High Court, déc., 23 mars 2023, [2023] EWHC 663 (Comm))

- Chroniques de droit financier international (with Emeric Prevost), *Revue de droit bancaire et financier* 2023, chron. 1
  a. Investissement en crypto-actifs : quelle obligation d'information et de vigilance due par le prestataire de services de paiement ? (Paris Court of appeal, 30 Nov. 2022, n°20/18750; CCIP-CA : Paris Court of appeal, 18 Oct. 2022, n°20/18229)
  b. Perte de crypto-actifs à la suite d'un piratage informatique : existe-t-il un devoir de loyauté (fiduciary duty) des développeurs de programme informatique? (Tulip Trading Limited v. Bitcoin Association for BSV, 3 Feb. 2023 [2023] EWAC Civ 83)
  c. Obligation de révéler l'identité des titulaires des comptes bénéficiaires de crypto-actifs illégalement transférés (LMN vs Bitflyer Holdings Inc [2022] EWHC 2954 (Comm))
  d. Le financement international et la protection de l'environnement
  e. Loi applicable à l'action en responsabilité intentée par un investisseur lés

x2022

- Chroniques de droit bancaire international, Revue de droit bancaire et financier 2022, chron. 3
  a. Disparition du LIBOR : après la révision du règlement Benchmark, le « LIBOR Act » (États-Unis) et le « References and Administrators' Liability Act 2021 » (Royaume-Uni) entrent en scène
  b. L'impasse de la mise en cause des institutions de l'UE ayant œuvré à la restructuration de la dette grecque (obs. sous Trib. UE, 17 nov. 2021, aff. T-147/17, Nikolaos Anastassopoulos et a. c/ Conseil de l'Union européenne et Commission européenne : Europe 2022, comm. 8, D. Simon. – et Trib. UE, 9 févr. 2022, aff. T-868/16, QI et a. c/ Commission européenne et Banque centrale européenne (BCE)
  c. Une nouvelle voie : le projet de loi de l'État de New York sur la restructuration de dettes souveraines
  d. Une nouvelle direction : l'engagement vert du Belize comme levier de la restructuration de sa dette
  e. L'activité « commerciale » exercée par une banque détenue par un État : l'exception à l'immunité de juridiction (obs. sous United States of America v. Turkiye Halk Bankasi A.S., Aka Halkbank de la cour d'appel fédérale du deuxième circuit rendu le 22 octobre 2021 (US 2nd Circuit No 20-3499-cr) et Cass. 1re civ., 3 nov. 2021, n° 19-25.404, Rasheed Bank c/ Citibank
  f. L'influence de la loi applicable dans la mise en œuvre des fors délictuel et contractuel (obs. sous Cass. 1re civ., 3 nov. 2021, n° 20-15.531 et Abu Dhabi CommercialBank Pjsc v Shetty & Ors [2022] EWHC 529 (Comm)
  g. La localisation du préjudice financier (ou presque !) (obs. sous K. and a. v. UBS (London Branch) ([2022] EWHC 245 (Comm)) du 9 février 2022 et Cass. 1re civ., 15 juin 2022, n° 21-10.74)

- Chroniques de droit financier international (with Emeric Prevost), *Revue de droit bancaire et financier* 2022, chron. 1
  a. Responsabilité des autorités de surveillance – les suites de l'affaire Wirecard
  b. La régulation progressive des crypto-actifs – le foisonnement des textes
  c. Les incontournables enjeux de droit international privé dans le contentieux portant sur des crypto-actifs: l'enjeu de la loi applicable à une action en responsabilité de nature délictuelle contre les sociétés gérant des « plateformes » de crypto-actifs (Fetch.Ai Limited and Fetch.Ai Foundation Pte Ltd and persons unknown (Category A, Category B, Category C), Binance Holdings Limited and Binance Markets Limited [2021] EWHC 2254 (Comm))
  d. L'enjeu de la détermination de la compétence judiciaire internationale au sujet d'un litige opposant un investisseur de crypto-actifs à la plateforme d'échange (Montpellier Court of appeal 21 Oct. 2021, Spectrocoin n° 21/00224)

e. Le défaut de divulgation des risques climatiques : une nouvelle source de responsabilité – La responsabilité des émetteurs souverains pour défaut de divulgation des risques climatiques (Australia: O'Donnell v. Commonweatlth)
f. La responsabilité d'une Banque centrale pour sa participation au programme de la BCE de rachat de titres financiers non conforme aux objectifs européens relatifs au réchauffement climatique
g. Les efforts de réglementation en matière de "finance verte" : proposition de règlement du Parlement européen et du conseil sur les obligations vertes européennes (règlement EuGB)
h. La profusion d'instruments de soft law relatifs à la finance verte et durable : les travaux de l'ISDA, de la LMA et de l'ICMA
i. Contentieux financier international (ECJ Vereniging van Effectenbezitters (12 May 2021, C–709/19

2021

- Chroniques de droit bancaire international, *Revue de droit bancaire et financier* 2021, chron. 2
  a. Le cours légal de la monnaie : un concept du vieux monde ? (obs. sous CJUE (Grande chambre) Hessischer Rundfunk 26 janvier 2021, aff. C-422/19 et C-423/19)
  b. Le nouveau monde : le bitcoin comme « monnaie légale » et le développement des MNBC
  c. La disparition annoncée du LIBOR (obs. sous le règlement Benchmark (UE) 2021/168 du 10 février 2021)
  d. Réparer les dommages subis du fait des manipulations du Libor : où localiser le préjudice financier ? (Cass. com. 8 avril 2021, n°19-16.931)
  e. Le respect des droits fondamentaux dans le cadre des restructurations d'établissement de crédit (obs. sous CJUE Banco de Portugal, Fondo de Resolución, Novo Banco SA c. VR, 29 avril 2021, aff. C-504/19)
  f. Virement : une erreur à 900 millions de dollars… (In re Citibank 11 août 2020, No 20-CV-6539 (JMF), 2021 WL 606167 (SDNY 16 February 2021)
  g. Paiements transfrontaliers dans l'Union : encore plus de transparence (règlement (UE) 2021/1230 du Parlement européen et du Conseil du 14 juillet 2021 concernant les paiements transfrontaliers dans l'Union
  h. Garantie à première demande émise par message Swift : une prestation de services au sens de l'article 46 du Code de procédure civile (for contractuel) ? (obs. Sous Cass. Civ. 1re , 2 sept. 2020, n°19-12.580)
  i. Mainlevée de saisie de comptes bancaires : insaisissabilité et immunité (obs. sous Cass. Civ. 1re, 12 mai 2021, n°19-13.853 et CJUE Commission européenne,

soutenue par Banque centrale européenne, contre République de Slovénie 17 déc. 2020, aff. C-316/19)

- Chroniques de droit financier international (with Emeric Prevost), *Revue de Droit bancaire et financier* 2021, chron. 1
  a. Coopération administrative international: Le respect des mécanismes de cooperation judiciaire international (R (on the application of KBR, Inc) v Director of the Serious Fraud Office, [2021] UKSC 2)
  b. L'application des droits fondamentaux en matière financière: Droit à un recours effectif (ECJ, Grand Chamber Luxembourg v. B. 6 Oct. 2020, C-245/19 and 246/19)
  c. Le financement international et la protection de l'environnement (General Court, Client Earth v. European Investment Bank 21 Jan. 2019, T-9/19)
  d. Contentieux judiciaire international: les actions representatives bientôt ouvertes aux consommateurs de services financiers d'investissement
  e. Clause d'élection de for asymétrique dans un contrat de financement: clause exclusive ou non-exclusive pour l'application des règles de litispendance du règlement Bruxelles I bis? (Etihad Airways PJSC v Lucas Flother [2020] EWCA Civ 1707)
  f. Les risques d'éclatement du contentieux en raison de la dualité de clauses d'élection de for dans un contrat de financement et le contrat de swap (High Court BNP Paribas SA v. Trattamento Rifiuti Metropolitani SPA [2020] EWHC 2436 (Comm))

2020

- Chroniques de droit bancaire international (with Audrey Lesage), Revue de Droit bancaire et financier 2020, chron. 2
  a. La nouvelle politique monétaire de la BCE
  b. Recours en excès de pouvoir contre un avis de l'ACPR fondée strictement sur une orientation de l'ABE : la Fédération bancaire française (FBF) gagne la première manche, mais pas encore la partie (CE, 9e et 10e ch., 4 déc. 2019, n°415550, Fédération bancaire française)
  c. Supervision (obs. sous Crédit mutuel Arkea c. BCE (CJUE 2 oct. 2019 aff. jtes C-152/18 P et C-153/18 P et BCE c. Trasta Komercbanka AS e.a (CJUE (Gde chambre), 5 nov. 2019, aff. jtes C-663/17 P, C-665/17 P et C-669/17 P
  d. Résolution (obs. sous Iccrea Banca SpA Istituto Centrale del Credito Cooperativo c. Banca d'Italia (CJUE (Gde chambre), 3 déc. 2019, aff. C-414/18 et Credito Fondiario SpA c. CRU (CJUE 5 mars 2020, aff. C-69/19 P)

e. Action en justice contre l'institution ayant financé un projet portant atteinte à l'environnement (obs. sous US Supreme Court Jam v International Finance Corp 27 February 2019)
f. Services de paiement (obs. sous CJUE, 5 sept. 2019, Verein fu?r Konsumenteninformation c/ Deutsche Bahn AG aff. C-28/18 et CJUE 2 avril 2020 aff. C-480/18, PrivatBank AS)
g. Droit applicable (obs. sous CJUE, 9 oct. 2019 aff. C-548/18BGL BNP Paribas SA c. TeamBank AG Nürnberg ; Cass. Civ. 2ème 16 mai 2019 n°18-12005 ; CA Paris – Ch. commerciale internationale – Pôle 5 chambre 16, 12 novembre 2019 n° RG 19/03149, Société LLOYDS BANK PLC c/ SARL [X] et Société Générale
h. Levée d'un embargo : les intérêts moratoires peuvent-ils courir pendant des mesures de gel subies par une banque iranienne ?
i. Immunités des banques et des comptes bancaires (obs. sous ass. 1re civ., 2 oct. 2019, n°19-10.669)
j. Compétence judiciaire internationale (obs. sous CJUE 2 avr. 2020, AU c. Reliantco Investments LTD, Reliantco Investments LTD Limassol Sucursala Bucureşti, aff. C-500/18)

- Chroniques de droit financier international (with Emeric Prevost), *Revue de Droit bancaire et financier* 2020, chron. 1
  a. Coopération internationale entre autorités des marchés financiers (obs. sous Cass. com., 14 nov. 2018, n° 17-12.980 et Cass. Com., 2 oct. 2019, n°17-28.462
  b. Le Secret professionnel des autorités nationales de supervision confronté au droit d'accès aux documents et au respect des droits de la défense (obs. sous CJUE, gr. ch., 19 juin 2018, aff. C-15/16, Baumeister ; Enzo Buccioni (CJUE, 13 sept. 2018, aff. C-594/16); UBS (CJUE, 13 sept. 2018, aff. C-358/16
  c. Les sanctions en matière de diffusion de fausses informations financières : l'extraterritorialité retrouvée de l'article 10b) Securities Exchange Act ? (US CA 9e circuit, Marc Stoyas et Automotive Industries Fund et al. v. Toshiba, 17 juill. 2018, n No. 16-56058)
  d. Réactions européenne et française à la réactivation des sanctions américaines contre l'Iran : quels outils pour la « lutte » contre les conséquences de l'extraterritorialité des lois américaines pour le secteur bancaire et financier ?
  e. Cessions multiples de créances sur salaires garantissant deux prêts chacun soumis à une loi différente : les limites de l'article 14 du Règlement Rome I (CJUE, 1re ch., aff. C-548/18, 9 oct. 2019, BGL BNP Paribas SA contre TeamBank AG Nürnberg)
  f. Clause de choix de loi et localisation de services financiers aux consommateurs réalisés à distance : l'approche factuelle de la CJUE (CJUE, aff. C-272/18, 3 oct. 2019, Verein für Konsumenteninformation c. TVP)

g. Action en responsabilité délictuelle contre l'émetteur de titres financiers pour prospectus lacunaire : la nécessité d'un for spécial (obs. sous CJUE, aff. C-304/17, 12 sept. 2018, Helga Löber c/ Barclays Bank plc)
h. L'investisseur concluant des CFD sur le marché Forex peut-il être un consommateur et assigner le professionnel devant les juridictions de son domicile nonobstant une clause d'élection de for désignant les juridictions de l'Etat du professionnel ? (obs. sous CJUE, aff. C-208/18, 3 oct. 2019, Jana Petruchová c. FIBO Group Holdings Limited et sous Cass. 1re civ., 26 juin 2019, n° 18-15.102)

2019

- Chroniques de droit bancaire international (with Audrey Lesage), *Revue de Droit bancaire et financier* 2019, chron. 1
  a. Contrôle judiciaire de la politique monétaire de la BCE
  b. Indépendance des banques centrales
  c. MSU : annulation des décisions de la BCE refusant à six établissements de crédit français d'exclure du calcul du ratio de levier certaines expositions liées à des livrets d'épargne français
  d. Réaction des institutions de l'UE : recommandation de l'ABE sur la protection des dépôts
  e. L'immixtion d'un Etat dans les pouvoirs de gestion et de contrôle d'établissements bancaires : les actionnaires des banques concernées peuvent-ils invoquer une violation de leur droit de propriété ?
  f. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable à l'opposabilité des cessions de créances (COM(2018) 96 final 2018/0044 (COD))
  g. Action en responsabilité contractuelle contre la banque : l'ineffectivité d'une clause d'élection de for asymétrique non objective
  h. Action en nullité d'un contrat de prêt contre la banque prêteuse : les fors asymétriques prévus par la loi croate violent le Règlement Bruxelles I bis
  i. Champ d'application du Règlement de Bruxelles : les mesures de restructuration de sa dette par la Grèce exclus de la matière civile et commerciale
  j. Mesures conservatoires françaises et injonction Mareva
  k. Pouvoir de légiférer de l'Etat en matière bancaire v/ protection des actionnaires des banques : une sentence attendue